

## *Liste des abréviations*

<b>ABBL</b>	Association des banques et banquiers du Luxembourg
<b>CCME</b>	Comité de coordination pour la modernisation de l'État
<b>CCS</b>	Comité de coordination de la simplification
<b>CES</b>	Conseil économique et social
<b>CICPE</b>	Comité interministériel de coordination de la politique européenne
<b>CLC</b>	Confédération luxembourgeoise du commerce
<b>CNSAE</b>	Comité national pour la simplification administrative (renommé CSA)
<b>CSA</b>	Comité à la simplification administrative
<b>CSSF</b>	Commission de surveillance du secteur financier
<b>CTIE</b>	Centre des Technologies de l'Information de l'État
<b>FCDF</b>	Fonds communal de dotation financière
<b>PDGE</b>	Plan directeur de la gouvernance électronique
<b>PME</b>	Petites et moyennes entreprises
<b>RADL</b>	Répertoire analytique du droit luxembourgeois
<b>SCL</b>	Service central de législation
<b>SCM</b>	« Standard Cost Model »
<b>SYVICOL</b>	Syndicat des villes et communes luxembourgeoises
<b>UCP</b>	« Unfair commercial practices »
<b>UEL</b>	L'Union des Entreprises Luxembourgeoises



Extrait de :  
**Better Regulation in Europe: Luxembourg 2010**

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264095113-en>

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2010), « Liste des abréviations », dans *Better Regulation in Europe: Luxembourg 2010*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264095168-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).